

ARRETES DU MAIRE

**PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE BONNE**

Le Maire de la Commune de BONNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36, L.153-37, L. 153-40, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21,

VU le schéma de cohérence territorial d'Annemasse Agglomération approuvé le 15/09/2021,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2019-026 en date du 15 avril 2019 approuvant la révision n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bonne,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2019-082 en date du 16 décembre 2019 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bonne,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2024-41 en date du 26 août 2024 portant approbation de la procédure de régularisation de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bonne,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la commune de faire évoluer quelques points du règlement pour en faciliter l'application,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer le règlement de la zone Ue pour tenir compte de son caractère de zone d'équipements et de permettre ainsi une certaine création architecturale,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer l'Orientation d'Aménagement et de Programmation d'Orlyé pour ajuster le programme de logements attendus et le découpage en tranches d'urbanisation,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer certains emplacements réservés pour tenir compte des projets de la commune,

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée (article L.153-45 et suivants du code de l'Urbanisme), dans la mesure où elle n'a pas pour effet :

- De changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables,
- De réduire un espace boisé classé, une zone agricole et une zone naturelle et forestière,
- De réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- D'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives

de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,

- De majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- De diminuer les possibilités de construire,
- De réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- D'appliquer l'article L.131-9 du code de l'Urbanisme relatif aux dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat,

CONSIDÉRANT que cette modification entre dans le cadre de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme et qu'elle peut ainsi être effectuée selon une procédure simplifiée,

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du Maire,

ARRETE

Article 1 :

Il est décidé d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Bonne selon la procédure définie à l'article L.153-45 du code de l'Urbanisme. Le projet de modification simplifiée n°2 porte sur les points suivants :

- Ajustement du règlement notamment sur les points suivants : interdire des murs borgnes dans certains secteurs, ajuster les règles relatives aux pentes des accès en sous-sol, évolution du règlement de la zone Ue, reformuler la règle de préservation de la diversité commerciale, ajuster la règle de stationnement en sous-sol dans les secteurs de présomption archéologique, préciser les conditions d'extension et d'implantation d'annexes en zones agricole et naturelle, suppression de coquilles de rédactions, revoir la règle relative aux ordures ménagères, modification de la règle d'emprise au sol de la zone 1AUc1 ;
- Modification de l'OAP d'Orlyé concernant les tranches d'urbanisation, la densité et l'implantation du programme de logements et la desserte ;
- Ajustement des emplacements réservés : modification et ajout
- Ajustement du tracé de la servitude de diversité commerciale.

Article 2 : Notification du projet de modification

En application de l'article L153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Bonne sera notifié au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition.

Article 3 : Évaluation environnementale

En application de l'article R104-33 du Code de l'Urbanisme, la modification simplifiée n°2 doit faire l'objet d'un examen au cas par cas par l'autorité environnementale pour avis conforme. Au vu de cet avis conforme, le conseil municipal prendra une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale. Cette décision est jointe au dossier de mise à disposition du public.

Article 4 : Mise à disposition du public

Le projet de modification simplifiée n°2 sera mis à disposition du public dans les conditions qui seront précisées par délibération du conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de celle-ci.

À l'issue de la mise à disposition, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, et des observations du public, sera approuvé par délibération du Conseil municipal.

Article 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-23 du code de l'Urbanisme. Il sera affiché en mairie de Bonne durant un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera également mis en ligne sur le site internet de la commune.

La délibération d'approbation, et le dossier de modification simplifiée n°2 annexé, seront publiés sur le portail national de l'urbanisme.

Article 6 :

Les crédits afférents à cette modification seront inscrits au budget général de l'exercice 2025 chapitre 20.

Article 7 :

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie.

Article 8 :

Le présent arrêté peut être contesté :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).
- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

A Bonne,
Le 06/06/2025
Le Maire,
Yves Cheminal



Envoyé en préfecture le 06/06/2025

Reçu en préfecture le 06/06/2025

Publié le



ID : 074-217400407-20250606-AR_25_074_URB-AR

